



Conseil économique et social

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts des recensements de la population et des habitations

Quatorzième réunion

Genève, 24 et 25 mai 2012

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

Ordre du jour provisoire annoté

La réunion se tiendra au Palais des Nations, à Genève, et s'ouvrira
le jeudi 24 mai 2012, à 9 h 30, salle XI.

I. Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau.
2. Recensement de la population totale ou recensement par sondage.
3. Accès aux microdonnées.
4. Liste des adresses/logements.
5. Collecte de données par Internet.
6. Adoption du rapport.

II. Annotations

La réunion est organisée conjointement avec Eurostat conformément au programme statistique pour 2012, approuvé par la Conférence des statisticiens européens et le Comité exécutif de la CEE.

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

En coopération avec Eurostat, la CEE organise des réunions périodiques du Groupe d'experts du recensement de la population et des habitations, qui ont principalement pour buts de faciliter l'échange de données d'expérience entre pays et de développer les

connaissances au sujet de diverses questions liées à la planification et à la réalisation de la série de recensements de la population et des habitants de 2010. Les pays seront ainsi mieux à même de planifier et de réaliser ces recensements conformément aux «Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des logements de 2010». L'ordre du jour provisoire proposé a été arrêté par les membres du Comité directeur CEE-Eurostat sur les recensements de la population et des logements. Il sera soumis pour adoption aux participants.

2. Recensement de la population totale ou recensement par sondage

Une des premières possibilités traditionnelles qui s'offrent à un pays qui cherche à réaliser un recensement de sa population consiste à mener un recensement par sondage, étant donné que le Bureau national de statistique dispose habituellement des compétences nécessaires et que cette méthode ne nécessite pas un échange avec d'autres organismes, comme dans le cas de l'utilisation de registres. De plus, elle peut contribuer à limiter le nombre de données essentielles à recueillir et à permettre de se limiter à des mises à jour (pluri)annuelles, en cas de révisions ultérieures importantes. Les recensements par sondage posent toutefois un certain nombre de difficultés méthodologiques et techniques, dont la moindre n'est pas le respect des caractéristiques essentielles d'un recensement de la population. La réunion recueillera les contributions de pays qui ont décidé d'adopter cette méthode et d'en partager les enseignements tirés ainsi que d'avoir pour la première fois des points de vue quant aux conséquences de ce choix et aux plans pour la prochaine série de recensements.

3. Accès aux microdonnées

Les besoins d'information des analystes et des décideurs impliquent de plus en plus fréquemment l'accès aux microdonnées, ce qui présente d'importantes difficultés compte tenu de la nécessité de continuer à respecter le caractère confidentiel des données recueillies à l'occasion des recensements. Les fichiers de microdonnées, les codages spécifiques, les services spécifiques de recherche, la constitution de laboratoires protégés de stockage des données et l'accès à distance sont quelques-uns des moyens mis au point pour répondre à ces besoins. Au cours de la réunion, les pays devraient échanger leurs données d'expérience et faire part de leurs plans actuels s'agissant de faciliter l'accès aux microdonnées de recensement. Leurs communications pourraient porter sur les dossiers de sondage, les procédures visant à garantir le caractère confidentiel des microdonnées, l'utilisation de métadonnées, le rôle d'Internet, les méthodes d'accès à distance et l'accès international transfrontière.

4. Liste des adresses/logements

L'établissement des listes d'adresses ou de logements est généralement réalisé par des agents recenseurs avant le début d'un recensement traditionnel ou au moment de la remise du questionnaire. Dans le cas des pays qui envoient ces questionnaires par la poste, ces activités sont essentielles afin de pouvoir établir des listes exhaustives et fiables d'adresses postales. Des listes de haute qualité contribuent également à minimiser aussi bien le nombre de logements non comptabilisés ou comptabilisés plusieurs fois, ce qui a une influence directe sur la qualité de l'énumération de la population et une conséquence indirecte sur la qualité de toutes les autres données fournies par le recensement. Au cours de la réunion, les pays devraient présenter les données d'expériences tirées de leurs activités récentes en matière d'établissement de listes. Ils pourraient par exemple décrire le

rôle de ces listes lors de l'élaboration générale du recensement, les mesures visant à garantir la qualité du travail des agents recenseurs, les procédures de contrôle de qualité à appliquer une fois la liste établie et les nouvelles technologies dans ce domaine.

5. Collecte de données par Internet

Au cours de la série actuelle de recensements, un certain nombre de pays qui recueillent les données sur le terrain ont offert la possibilité – dans de nombreux cas pour la première fois – de remplir les formulaires via Internet. Cette méthode pourrait permettre une meilleure couverture (notamment s'agissant des zones et des groupes de population pour lesquels le taux de non-réponse est élevé) et d'améliorer la qualité des données comme l'image du Bureau de statistique. Si le nombre de répondants qui choisissent cette option est élevé, celle-ci pourrait par ailleurs générer des économies en termes d'impression, de travail sur le terrain et de traitement des données, au moins à long terme. Toutefois, elle suppose d'importantes modifications de l'organisation des recensements – en raison des divers modes de collecte des données – et d'importants investissements aussi bien technologiques que financiers. Elle s'accompagne en outre de risques potentiels qui pourraient avoir de graves conséquences sur le succès du recensement, par exemple si des failles en matière de sécurité des systèmes d'information débouchaient sur la divulgation d'informations confidentielles. Au cours de la réunion, les pays qui ont offert la possibilité de remplir le questionnaire par Internet présenteront les enseignements tirés aussi bien du point de vue technologique que s'agissant de la réaction de la population et du pourcentage de formulaires remplis via Internet que de la qualité des données ou d'autres questions.
